

Pierre-Édouard Stérin, nouveau parrain de l'école privée réactionnaire

Alors que le RN tente de soutenir le privé catholique tout en ne tapant pas trop fort sur l'école publique, le milliardaire proche de l'extrême droite finance généreusement le développement de l'arrière-ban, le privé hors contrat. Avec pour projet assumé de mener par ce biais une bataille idéologique.

[Mathilde Goanec](#)

15 avril 2025 à 08h26

EllesElles poussaient jusqu'ici à bas bruit, défrayant parfois la chronique sur fond [d'intégrisme religieux](#) ou [de violences](#). Les écoles privées hors contrat, tendance traditionnelle et catholique, se sont néanmoins trouvé un nouveau parrain en la personne de Pierre-Édouard Stérin, milliardaire proche de l'extrême droite et philanthrope aux moyens illimités.

Il y a trois semaines, l'entrepreneur annonçait ainsi sur le réseau LinkedIn la possibilité de faire sa rentrée au sein des académies Saint-Louis, des « *internats d'excellence* » qui s'implantent à divers endroits du territoire avec pour projet « l'éducation intégrale » des enfants, comme [nous le racontions dans cette enquête](#).

L'ombre et les euros de Stérin planent aussi sur le réseau Excellence Ruralités, un réseau d'enseignement traditionaliste [dans la France périphérique](#), avec le projet pour septembre 2025 de [six nouvelles écoles](#). Projet abrité par un autre acteur phare du hors-contrat de ces deux dernières décennies, la Fondation pour l'école, dirigée par le très catholique Michel Valadier.

Dans un livre que Pierre-Édouard Stérin a préfacé, *La Voie de l'éducation intégrale* de François-Xavier Clément, paru en 2021, le ton était d'ailleurs donné : seule la doctrine de « *l'éducation intégrale* » serait à même de produire des « *hommes debout* » capables de « *redresser* » la France.

Les quatre axes du Fond du bien commun, la grande œuvre de charité de Pierre-Édouard Stérin, sont tout aussi clairs : souveraineté, solidarité, évangélisation et... éducation. Et chacun de ces projets s'ancre dans des valeurs conservatrices : la non-mixité y est souvent valorisée, une sexualité « normée » semble la seule règle qui vaille, l'autorité, le patriotisme, l'ordre et l'excellence en valeurs cardinales.



Pierre-Édouard Stérin en janvier 2024. © Photo Stéphane Lagoutte / Challenges / REA

L'éducation à la sauce Pierre-Édouard Stérin n'a guère de limites, puisque l'homme soutient également de développement [de centaines de « patronages »](#) à travers le pays, qui « *ouvrent leurs portes quand l'école ferme les siennes* ». L'objectif de ce périscolaire privé ? Permettre à « *100 % des jeunes d'avoir accès à une éducation intégrale.* »

En plein essor

L'arrivée de ce nouvel acteur qui a les moyens de son idéologie a donc de quoi changer la donne dans un paysage encore embryonnaire, mais en plein essor : en dix ans, le nombre total d'élèves du premier degré de l'enseignement privé hors contrat [a augmenté de 35 000 élèves](#). Entre 1995 et 2022, le [nombre total d'élèves recensés](#) au collège dans l'enseignement privé hors contrat a, lui, augmenté de 11 000.

Une courbe à la hausse dont s'est réjoui Michel Valadier, [dans les colonnes du Figaro Vox](#). Mettant en regard les 3 000 fermetures de classe dans le public et le privé sous contrat à la rentrée 2024, et les 300 ouvertures de classe dans les écoles dites « libres » sur la même période, le directeur général de la Fondation pour l'école constate qu'« *année après année, l'évitement du public et du privé sous contrat vers les écoles libres se poursuit inexorablement* ».

Dans un [autre post sur LinkedIn](#), Pierre-Édouard Stérin disait chercher « *un entrepreneur pour un nouveau projet à fort impact dans l'éducation : “ créer un incubateur d'écoles libres ”* », et former, d'ici à 2030, 100 000 enfants par an dans des « établissements partenaires ».

Si, pour le moment, les masses parlent encore pour l'école publique, cet investissement de l'extrême droite partisane « [hors les murs](#) » du monde de l'éducation doit être pris très au sérieux. La pensée nationaliste a toujours eu une véritable « [obsession](#) » pour l'école, qui s'incarne aujourd'hui dans les premières mesures prises par les droites radicales en Europe et au-delà.



Post sur LinkedIn de Pierre-Édouard Stérin en soutien au développement de « patronages » et captures d'écrans des sites d'Excellence Ruralités et de la Fondation pour l'école.
© Photomontage Mediapart

Ainsi, en Italie, l'une des premières décisions de Giorgia Meloni a été de rebaptiser le ministère de l'éducation en « ministère de l'instruction et du mérite », plus conforme à sa vision traditionnelle de la société. Une sénatrice de son camp a également déposé, fin 2023, [un projet de loi](#) visant à réimposer les traditions religieuses dans les écoles.

En Hongrie, Viktor Orbán [s'oppose frontalement](#) aux enseignant·es de l'école publique, [surfinance le privé catholique](#) et a restreint drastiquement la liberté pédagogique au profit de la transmission de [valeurs](#) « *chrétiennes et conservatrices* » dès son arrivée au pouvoir.

Plus spectaculaire encore, la décision de Donald Trump de carrément démanteler le ministère de l'éducation quelques semaines après sa prise de fonctions, [au profit d'une politique éducative pilotée par les États](#), dont certains mènent une véritable guerre idéologique aux dépens des minorités.

Une stratégie à trois coups

En France, l'extrême droite semble mener une stratégie à trois coups, en investissant tout à la fois l'école publique, le privé sous contrat et le privé hors contrat. Le Rassemblement national a ainsi affiné sa stratégie ces dernières années.

Longtemps présenté comme le héraut de « l'école libre », et en particulier l'enseignement privé catholique sous contrat, le parti de Marine Le Pen s'attache désormais à réinvestir l'école publique auprès de l'opinion. Poussant de toutes ses forces pour des réformes ayant trait au rétablissement d'une culture de l'autorité, à une focalisation sur les « fondamentaux »

(lire, écrire, compter), et une orientation plus précoce pour favoriser l'insertion professionnelle. De quoi [même séduire](#) quelques enseignant·es.

« *Jamais le RN ne s'opposera au privé sous contrat, cela fait partie de sa culture, mais l'évolution de sa base électorale, plus populaire, l'oblige à aller sur le public* », analyse un ancien haut fonctionnaire de l'éducation nationale.

À lire aussi

[Des collectifs de parents intimident la communauté enseignante au sujet de l'éducation sexuelle](#)

23 janvier 2025

Aux collectifs plus informels, comme le Syndicat de la famille, Parents vigilants ou Parents en colère, la tâche de crier fort sur les sujets les plus clivants, notamment le « *bourrage de crâne pro-gender et transactiviste* » qui serait contenu, par exemple, dans le [tout nouveau programme](#) d'éducation à la vie sexuelle et affective. Une rhétorique qui est aussi au cœur du développement, voire du fonds de commerce, des écoles privées hors contrat.

Plusieurs acteurs du privé sous contrat en France notent en parallèle un raidissement manifeste sur une vision identitaire et conservatrice de l'enseignement catholique, proche des valeurs de l'extrême droite, au « *diapason de la société* », se désole une ancienne salariée du secteur, pourtant chrétienne « *convaincue* ».

Face à cette offensive, les outils de l'État semblent limités. L'exemple le plus flagrant est la répartition des moyens de contrôle du privé hors et sous contrat. Depuis [l'adoption de la loi Gatel](#) en 2018, l'État a décidé de mettre le paquet sur les établissements hors contrat, en affectant des inspecteurs sur le sujet et en réglementant plus sévèrement les conditions de leur ouverture. Mais lorsque [l'affaire Stanislas](#) éclate, et qu'émerge la nécessité de contrôler plus sérieusement le privé sous contrat : changement de braquet et réorientation des moyens vers ce secteur, quitte à déplumer le précédent dispositif.

Politiquement, ce n'est guère plus probant : depuis 2017, nombre d'idées portées par l'extrême droite ont trouvé leur place dans l'agenda macroniste, que ce soit le port de l'uniforme, le recul sur le collège unique ou encore la création d'un service national universel aux accents militaristes.

Reste la mobilisation du monde enseignant lui-même : en juin dernier, à l'occasion des législatives anticipées, les professeurs [sont sans surprise venus grossir les bataillons](#) des citoyennes et citoyens effrayés par la perspective de l'extrême droite au pouvoir. Dans une tribune, des chef·fes d'établissements, inspectrices et inspecteurs pédagogiques, d'académie et généraux ont même expliqué [qu'ils désobéiraient](#), dans l'hypothèse d'un tel scénario.

[Mathilde Goanec](#)